



Développement durable

—
Rapport annuel 2013



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Direction de l'aménagement, de l'environnement et des
constructions DAEC**
Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion RUBD

Contenu

1	Stratégie Développement durable de l'Etat de Fribourg	3
1.1	Vue d'ensemble financement et mise en œuvre	3
1.2	Etat d'avancement des actions	4
1.2.1	Urbanisation et mobilité	4
1.2.2	Bâtiments, bureau, achats/marchés publics et énergie	4
1.2.3	Cohésion sociale, santé, famille et travail	6
1.2.4	Gestion des ressources naturelles	7
1.2.5	Formation et recherche	8
1.2.6	Développement économique	9
1.2.7	Outils de mesure	9
2	Soutien et information aux communes	10
3	Communication et formation	10
4	Indicateurs de suivi de la stratégie Développement durable	11

Publication : 4 mars 2014

Photo : www.123rf.com/photo_16385776_co2-footprint.html

1 Stratégie Développement durable de l'Etat de Fribourg

1.1 Vue d'ensemble financement et mise en œuvre

En 2013, 19 actions développement durable (DD) sur un total de 25 ont été mises en œuvre (3/4). Le bilan de leur financement et de leur mise en œuvre est le suivant :

12 actions ont obtenu un financement et ont été mises en œuvre

- > Plan de mobilité pour l'Etat
- > Assainissement des bâtiments de l'Etat
- > Amélioration de la gestion environnementale – déchets et nettoyages
- > Evaluation d'impact sur la santé
- > Migration et communes sympas
- > Revitalisation des cours d'eau
- > Gestion globale des eaux
- > Réseaux écologiques
- > Formation entreprise sociale et solidaire
- > Certification DD – chèques entreprises
- > Certification DD – Labels DD et tourisme
- > Certification DD – promotion agriculture bio

7 actions ont été mises en œuvre sans occasionner de coûts

- > Achats publics durables : financement de 5'000.- CHF sur budget 2012 et ensuite groupes de travail internes
- > Amélioration de la gestion environnementale – fournitures de bureau : intégration dans la politique d'achat courante
- > Amélioration de la gestion environnementale – informatique : intégration dans la gestion courante, renoncé à un suivi chiffré précis pour des raisons budgétaires
- > Formation continue de l'Etat et DD : intégration dans les réflexions d'e-learning en cours
- > Entretien des bordures de routes : valorisation des résultats par un groupe de travail en vue d'une directive
- > Bois dans la construction publique : intégration dans la politique de construction courante et groupe de travail pour l'élaboration de directives
- > Guide PME et DD : l'action a débuté au dernier trimestre 2013, mais sera financée sur le budget 2014

3 actions ont obtenu un financement mais leur mise en œuvre a été repoussée

- > Promotion du DD dans la scolarité obligatoire : uniquement un très petit montant au budget, par contre pas de financement du temps de décharge pour les enseignant-e-s
- > Parrainage intergénérationnel : pas encore trouvé de partenaires seniors
- > Formation accueil spécialisé à la ferme : pas suffisamment d'inscriptions

3 actions n'ont pas débuté par manque de financement

- > Participation de la population à la protection climat
- > Stage DD
- > Plateforme éducation, formation recherche

1.2 Etat d'avancement des actions

1.2.1 Urbanisation et mobilité

1.2.1.1 Plan de mobilité pour l'Etat – phase pilote :

Un projet pilote a démarré en été 2011 pour le futur site de Givisiez, dans lequel le Service de l'environnement (SEn), le Service de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (SAAV) et la Section lacs et cours d'eau (SLCE – SPC) devaient emménager en 2014. Une première analyse, composée d'une enquête de mobilité auprès des collaborateurs et collaboratrices concerné-e-s, d'un diagnostic des déplacements et de mesures d'accompagnement, a été établie en mars 2012 par le bureau Team+. Un complément d'étude a ensuite été mandaté par le Service de la mobilité pour clarifier la mise en œuvre concrète du plan de mobilité, en particulier la gestion du stationnement sur le site, et évaluer les mesures d'accompagnement proposées en termes de report modal. Les résultats intermédiaires ont été présentés en août 2013 à la Commission de bâtisse et ont mis en évidence les mesures nécessaires. Ces dernières, ainsi que le principe d'attribution des places, vont être finalisées au cours du premier semestre 2014.

1.2.2 Bâtiments, bureau, achats/marchés publics et énergie

1.2.2.1 Achats publics durables

Le Secrétariat général de la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions (DAEC) a organisé en février 2013 une formation pour les responsables d'achats à l'Etat de Fribourg. Le cours a porté sur l'intégration du développement durable dans les marchés publics de fournitures. Par la suite, le Comité de pilotage DD a déterminé les fournitures à traiter de manière prioritaire. La responsable DD soutient divers groupes de travail, qui élaborent actuellement des critères DD et leur intégration dans les processus d'achats publics.

- > **Fournitures de bureau** : voir action spécifique.
- > **Produits de nettoyage** : voir action spécifique.
- > **Véhicules de l'Etat** : une séance de coordination a eu lieu avec l'Office de la circulation et de la navigation, le Service des ponts et chaussées, la Police cantonale, le SEn et le Service de l'énergie en juin 2013. La responsable DD élaborera en 2014 une Directive en coordination avec les acteurs concernés.
- > **Restauration collective** : une séance de lancement a eu lieu en octobre 2013 avec le Service des bâtiments (SBat), des représentants des aspects régionaux (Service de l'agriculture), bio (Institut agricole de l'Etat de Fribourg), équitables (Secrétariat général de la Direction de la sécurité et de la justice) et santé (Service de la santé publique). L'étude d'Agridea portant sur les produits de proximité dans la restauration collective y a été présentée. Les travaux continueront durant l'année 2014.
- > **Mobilier** : une discussion avec le SBat en mai 2013 a montré une philosophie de recyclage et de réparation du mobilier existant. Etant donné que peu d'achat de nouveau mobilier est prévu, aucuns travaux supplémentaires en lien avec le DD ne sont agendés.

1.2.2.2 Assainissement des bâtiments de l'Etat

Les travaux sont prévus en trois étapes.

- > **Inventaire des flux énergétiques** : le SBat a mandaté plusieurs bureaux d'étude pour analyser 50 bâtiments de l'Etat. L'Université en a fait de même pour 19 bâtiments. Les résultats des bureaux ont été livrés début décembre 2013. Par la suite, ces résultats seront contrôlés et analysés par le

SBat (contrôle des bâtiments et des calculs, classement SIA, calcul des m² de façades et de fenêtres, etc.). Le rapport de synthèse du SBat est attendu pour mi-2014.

> **Propositions d'assainissement** : seront élaborées sur la base des différents rapports des bureaux d'ingénieurs CVS avec la collaboration du Services des biens culturels et d'architectes (budget 2015).

> **Programme d'assainissement** : devra faire l'objet d'un financement séparé.

1.2.2.3 Amélioration de la gestion environnementale de l'Etat et sensibilisation

1.2.2.3.1 Fournitures

En lien avec la nouvelle identité visuelle, le Conseil d'Etat a décidé de proposer à ses unités administratives du papier entièrement recyclé comme standard pour toutes les utilisations (photocopies, impression, enveloppes). Il a fait le choix d'un label écologique de type Ange bleu ou équivalent.

> **Enveloppes** : la procédure sur invitation lancée par le Service d'achat du matériel et des imprimés (SAMI) s'est terminée en septembre 2013 lors de la signature du nouveau contrat. Les enveloppes se composent d'une fenêtre biodégradable (base maïs) et le papier utilisé pour la confection est certifié Ange bleu (sans chlore, sans azurant optique ni produit cancérigène). Elco SA, la société retenue, participe activement au programme de compensation carbone volontaire «myclimate» (the Climate Protection Partnership). L'appel d'offre a permis de diminuer les coûts de 10'000.- CHF par année. Les nouveaux prix se situent 5 à 6 % en-dessous des anciens prix.

> **Papier** : le marché public concernant l'achat de divers papiers pour l'ensemble des services de l'Etat a été adjugé le 9 décembre 2013. L'évaluation de détail ainsi que les tests d'impression effectués ont confirmé le choix actuel. Ce produit, disponible dans l'ensemble des grammes et formats usuels, permet la réalisation de toute la gamme des imprimés (brochures, rapports, cartes de visite, diplômes, etc.). Il est 100 % recyclé, au bénéfice du label écologique Ange bleu, sans chlore, sans azurant optique ni produit cancérigène. Le nouveau contrat pourra être signé en janvier 2014 à la fin de la période de recours. Il permettra une économie de 29'000.- CHF par période de 18 mois. Le produit autrichien s'appelle Refutura. Il est exclusivement commercialisé par la société Fischer Papier AG à Saint-Gall.

> **Cartouches de toner remanufacturées** : le projet-pilote est en cours depuis l'automne 2013. La livraison des modules de toner générique a demandé plus de temps que prévu, le marché des consommables ne proposant pas obligatoirement de cartouches génériques au moment de la commercialisation des nouveaux systèmes d'impression. En fonction du type d'imprimantes, il est parfois difficile de trouver des toners génériques de qualité. Les toners destinés aux divers tests ont été livrés auprès des quatre sites concernés (Office des poursuites Glâne/Lac, SPC, SEn). La phase-pilote durera jusqu'à fin avril 2014. La synthèse des résultats sera disponible en milieu d'année 2014.

1.2.2.3.2 Déchets et nettoyages

> **Déchets** : le Conseil d'Etat a adopté une Directive sur la gestion des déchets de bureau à l'Etat de Fribourg en mai 2012 et l'a communiquée aux Directions. Sa mise en œuvre a débuté avec l'aide du SBat et du DD en automne 2012. Le matériel sollicité par les Services a été fourni. La Directive est dorénavant intégrée dans la gestion courante du SBat (entre autres dans les séances avec les concierges).

> **Nettoyages** : le SBat et la resp. DD ont choisi une ligne écologique dans les trois produits de nettoyage Wetrok pour les sols, sanitaires et fenêtres (labellisés avec Ecolabel européen, Nordic Ecolabel et Umweltzeichen). Ces produits ont été testés de juin à décembre 2013 dans le bâtiment de Pérolles 25. Un bilan sera fait début 2014 pour déterminer la suite des travaux.

> **Papier WC** : est 100% recyclé à l'Etat de Fribourg.

1.2.2.3.3 Informatique

Le Service de l'informatique et des télécommunications (SITel) a commencé les actions consistant à mettre progressivement en veille les équipements qui ne seraient pas utilisés pendant la journée, à paramétrer les imprimantes en recto-verso par défaut, ainsi qu'à arrêter les ordinateurs personnels le soir et le week-end. Sur ce dernier point, l'arrêt forcé des ordinateurs pendant la nuit a eu des impacts fonctionnels et la mesure a été stoppée ; toutefois, elle est en cours de réévaluation. Un outil permettant de gérer finement les paramètres d'arrêt et de redémarrage des PC est à l'étude dans le cadre d'une phase d'essai pilote dans une école. Pour le reste des paramètres, la mise en œuvre par vagues progressives a débuté dans le cadre de la migration Windows 7, et à ce jour près de 1670 PC sont paramétrés en mode veille, ce qui correspond à environ 66% du parc de PC de l'administration cantonale. Des réflexions sont en cours concernant le délai d'attente avant la mise en veille. La mise en œuvre de ces actions devrait être terminée dans toutes les unités administratives dont l'informatique est gérée par le SITel d'ici à mi 2014, ce qui correspond avec la fin du projet Windows 7.

Concernant les imprimantes des services de l'administration cantonale, 55% de celles-ci ont été configurées avec les paramètres recto-verso. La différence avec le taux de déploiement sur les postes de travail s'explique en raison de besoins métiers spécifiques. La maîtrise de la consommation d'énergie dans la salle des machines se poursuit dans le cadre du déploiement de virtualisation des serveurs.

1.2.2.4 Participation de la population à la protection du climat

Pas débuté par manque de financement.

1.2.3 Cohésion sociale, santé, famille et travail

1.2.3.1 Introduction de l'évaluation d'impact sur la santé (EIS)

Une première EIS, élaborée par la Plateforme Suisse sur l'Evaluation d'impact sur la Santé, menée pour le Service de l'Action sociale (SaSoc) avec l'accompagnement du Service de la santé publique, porte sur le domaine de l'asile. Il s'agit d'intégrer la dimension « promotion de la santé » aux divers enjeux traités dans ce cadre. L'étude est en cours de consultation pour validation, et sa publication prévue début 2014.

Parallèlement aux travaux de consultation de cette première EIS, des recherches ont été menées pour trouver une deuxième évaluation à réaliser. Deux projets passibles de bénéficier de l'exercice ont été examinés : le Projet de révision de la *loi* sur la prophylaxie et les soins dentaires scolaires, et le projet de concept cantonal en faveur des seniors Senior +. Après plusieurs discussions, il a toutefois été renoncé à évaluer ces projets sous l'angle de leur impact sur la santé : le premier, pour des raisons de pertinence (l'EIS n'étant pas l'outil approprié pour répondre aux interrogations / besoins du Service concerné) et le deuxième, pour des questions de ressources du Service impliqué dans le projet.

Des discussions ont maintenant cours en vue de déterminer un processus pour la sélection des EIS, ainsi que pour redimensionner le projet en axant la réflexion sur la transversalité (promotion de la santé et développement durable) plutôt qu'exclusivement sur l'outil en lui-même. Un nouveau concept sera mis sur pied début 2014, en lien avec la Commission cantonale de promotion de la santé et de prévention ainsi qu'avec les réflexions en cours à ce sujet aux niveaux national et intercantonal.

Enfin, au niveau des actions de valorisation, une réflexion a débuté en 2013 suite à l'EIS dans le domaine de l'asile. Un projet concret démarrera en 2014, sous l'angle de la promotion de la santé et en accord avec le Service de l'action sociale (mise sur pied d'ateliers ludiques autour du thème de l'alimentation dans un centre de requérants où des familles sont hébergées).

1.2.3.2 Migration et Communes sympas

En 2013, la commune de Wünnewil-Flamatt a décidé d'adhérer au projet Communes sympas. Les autres communes (Marly, Bulle, Villars-sur-Glâne, Guin et Estavayer-le-Lac) renouvellent annuellement la formation fréquentée par des migrant-e-s, des nouveaux et nouvelles citoyen-ne-s et des membres du personnel communal. Au niveau local, différents projets (rencontre de la population, projet intergénérationnel, qualité de vie) ont été mis en place et rencontrent beaucoup de succès. Les agent-e-s sympas se rencontrent et échangent leurs expériences. Ainsi, 10 modules de formation continue leur ont été proposés dans tout le canton, dont un portant sur le développement durable. Ce sont ainsi 113 personnes qui ont suivi ces formations. Un site spécifique « Communes sympas » sera développé en 2014.

1.2.3.3 Sensibilisation au développement durable dans la formation continue de l'Etat

Les actions suivantes ont été mises en œuvre :

- > Intégration dans la [charte de l'organisme de formation du service du personnel et d'organisation](#) (élaborée dans le cadre de la certification Eduqua – décembre 2012) de la valeur « Mettre en pratique des gestes écologiques ».
- > Formation à la Boussole 21 (en 2012).

L'action suivante sera réalisée en 2014 :

- > Développement de modules e-learning sur le développement durable et les gestes écologiques.

1.2.4 Gestion des ressources naturelles

1.2.4.1 Planification et communication pour la revitalisation des cours d'eau

Le SPC a mandaté des relevés écomorphologiques sur environ 1655 kilomètres de cours d'eau, ces données de base étant nécessaires à la planification de la revitalisation. La planification des revitalisations pour l'ensemble du canton est en cours d'établissement. Une version provisoire de la planification cantonale des revitalisations a été réalisée pour 993 km de cours. Le solde du réseau, qui a fait l'objet des relevés écomorphologiques en 2013 (1655 km), sera analysé en 2014. Six projets pilote sont en cours : Biorde, Petite-Glâne, Broye, Plaine de Seedorf, Singine et Sarine en ville de Fribourg. Dans le cadre de ces projets, le SPC a organisé, à la demande des communes, des séances d'information sur les projets en cours, avec l'intervention des acteurs impliqués dans lesdits projets. Un benchmarking sur la communication de la revitalisation a été réalisé. Le canton a soutenu la formation CAS « Revitalisation » en accordant un prix aux trois meilleurs travaux personnels de fin d'étude. Un accord d'intention a été établi avec l'Académie suisse des sciences naturelles (SCNAT) pour que le SPC donne des conférences sur le thème de la revitalisation dans les écoles. Une collaboration avec Grangeneuve dans le cadre des cours ayant pour thème l'environnement est en train d'être mise sur pied, afin d'y intégrer également le thème de la revitalisation.

1.2.4.2 Gestion globale des eaux

Le poste dédié à la planification cantonale, à la surveillance de la qualité des eaux et à la protection des ressources en eaux a été pourvu en septembre 2012. Le SEN a terminé l'inventaire des ressources en eaux souterraines. Cet inventaire permettra une meilleure protection de ces ressources. La planification par régions de l'épuration est en phase de finalisation pour 5 bassins versants, l'objectif étant de définir les solutions de traitement des eaux les plus efficaces et économiques pour l'ensemble du canton. Un projet de délimitation du canton en bassins versants a été établi. Il a été présenté aux communes dans le cadre de séances réalisées par district et a été mis en consultation jusqu'au mois de mars 2014. L'élaboration des plans sectoriels débutera début 2014, après validation par nos soins des cahiers des charges. Plusieurs bulletins, aides à l'exécution et séances d'information ont été réalisés afin

d'informer et de former différents publics cibles (communes, spécialistes, entreprises, etc.). [Un nouveau site internet dédié à l'eau](#) a été créé.

1.2.4.3 Concept cantonal pour les réseaux écologiques

Le Service de la nature et du paysage (SNP) a défini le cahier des charges pour l'inventaire des espèces menacées en août 2012 et mandaté le bureau NATURA biologie appliquée SàRL. Le rapport, qui sera publié début 2014 sur le site du SNP, servira de base pour l'élaboration des directives cantonales en matière de réseau écologique, qui devront être modifiées suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle politique agricole 2014/2017.

1.2.4.4 Entretien écologique des bordures de routes

Le relevé écologique des talus cantonaux, effectué par le bureau Pronat, est terminé. L'ensemble des données est digitalisé. Le SPC a déterminé avec un groupe de travail les zones à protéger. Il élabore actuellement des directives, qui seront soumises pour approbation à la Direction de la DAEC et seront mises en application en principe courant 2014.

1.2.4.5 Meilleure utilisation du bois dans les constructions publiques

L'Etat de Fribourg a décidé de construire un bâtiment exemplaire pour la Police cantonale à Granges-Paccot : il s'agira du plus grand bâtiment administratif du canton en structure bois. Le Conseil d'Etat a transmis la demande de crédit de construction au Grand Conseil en août 2013. Le SBat intègre par ailleurs un spécialiste bois comme membre du jury dans tous les concours d'architecture depuis 2012. Afin d'affirmer l'intention du Conseil d'Etat de favoriser l'utilisation du bois, les Directives relatives à l'utilisation du bois dans les constructions publiques seront adaptées en 2014.

1.2.5 Formation et recherche

1.2.5.1 Groupe de promotion développement durable pour la scolarité obligatoire

Pas débuté par manque de financement.

1.2.5.2 Transition I – parrainage intergénérationnel

Action reportée à 2014. Les contacts pris avec des personnes seniors n'ont pas encore abouti à une concrétisation. Par contre le CO d'Avry a fait part de son intérêt. Le contact avec les seniors va être renforcé, via un article qui est paru fin septembre dans le magazine de la Fédération fribourgeoise des retraité-e-s. Par ailleurs, cette action a été présentée dans le cadre de la formation continue de l'Etat de Fribourg « Bien préparer sa retraite pour la vivre pleinement » fin 2013.

1.2.5.3 Stage développement durable

Pas débuté par manque de financement.

1.2.5.4 Formation « Accueil spécialisé à la ferme »

L'IAG renonce à offrir cette formation, car trop peu de familles paysannes ont accepté de se lancer dans l'accueil spécialisé à la ferme et qu'il n'y a donc pas d'intérêt pour une telle formation.

1.2.5.5 Formation continue en entreprise sociale

La nouvelle formation CAS en entreprise sociale vise à faire cohabiter la logique de l'entreprise (viabilité économique) et celle de l'intervention sociale (efficacité sociale). La formation est en préparation et sera proposée sur Fribourg et Lausanne dès le mois de septembre 2014 par la Haute école de Gestion de Fribourg, en collaboration avec la Haute école de gestion de Genève.

1.2.5.6 Plate-forme éducation, formation et recherche en développement durable

Pas débuté par manque de financement.

1.2.6 Développement économique

1.2.6.1 Guide « PME et développement durable »

Des réflexions préparatoires ont débuté au cours du dernier trimestre 2013 dans le cadre d'un groupe de travail conduit par la Promotion économique du canton de Fribourg.

1.2.6.2 Certification en développement durable

1.2.6.2.1 Entreprises

Suite à la Conférence de lancement [Vers une économie durable](#) d'octobre 2012, une entreprise est certifiée. La Carrosserie Pasquier a mis en place le système EcoEntreprise. En 2013, une deuxième entreprise s'est engagée dans un processus de certification. Le délai pour le dépôt de demandes de soutien échoit fin 2013.

1.2.6.2.2 Tourisme

Suite à la Conférence de lancement organisée par l'Union Fribourgeoise du Tourisme (www.fribourgregion.ch) en mars 2012, cinq établissements ont suivi une formation d'une demi-journée sur la certification durable suisse avec Steinbock-IBEX et la certification écologique européenne avec l'Ecolabel. Pour cette occasion, IBEX a traduit son site et ses documents en français, ouvrant ainsi l'accès à ce label pour la Suisse romande. Actuellement, deux établissements ont entrepris des démarches de certification. Le workshop Ibex Fairstay – EU-Ecolabel prévu le 15 octobre 2013 a dû être annulé par manque de participant-e-s.

1.2.6.2.3 Agriculture

L'IAG offre des conseils et visites aux agriculteurs et agricultrices désirant se reconverter à l'agriculture biologique depuis début 2010. Ces conseils et visites ont été financés jusqu'en 2011 par Bio Suisse. L'intégration de cette action dans le cadre de la stratégie Développement durable a permis sa prolongation jusqu'en 2014. En 2013, 11 conseils ont été donnés aux agriculteurs et agricultrices qui prévoient de se reconverter au bio. Egalement 13 visites des 3 exploitations de références ont eu lieu. La promotion de ces activités se fait via la vulgarisation agricole, des journaux et internet.

1.2.7 Outils de mesure

1.2.7.1 Evaluation de la durabilité

La phase pilote d'une année, durant laquelle la majorité des projets de lois et de décrets a été soumise à une évaluation avec la Boussole21, s'est close en mai 2013. Durant cette année, 8 projets de lois ou de décrets ont été soumis à une évaluation selon la [variante de base](#) et 3 projets selon la [variante de soutien](#). Les rapports d'évaluation ont été majoritairement publiés sur le [site du Grand Conseil](#). Le bilan de la phase pilote est en cours de rédaction. Une décision est attendue pour le printemps 2014. D'ici là, le processus mis en place est conservé sans modifications. Pour l'année 2013, environ 5 évaluations selon la variante de base et 6 évaluations selon la variante de soutien ont été effectuées.

1.2.7.2 Monitoring du développement durable

Depuis 2010, Fribourg est membre du "Cercle Indicateurs", plateforme destinée au développement et à la mise en œuvre d'indicateurs de développement durable pour les cantons et les villes. Le canton a participé en 2011 et 2013 au relevé bisannuel de ces indicateurs. Les résultats sont disponibles sur le

site de l'[Office fédéral de la statistique](#) (OFS) ainsi que dans [l'Annuaire statistique 2013 du canton de Fribourg](#). Un commentaire de ces résultats a également été publié sur le site de l'[Office fédéral du développement territorial](#) (ARE). Les contrats entre l'ARE et les cantons pour la période de 2014 à 2017 devraient être signés début 2014.

2 Soutien et information aux communes

Dans le but de promouvoir le développement durable auprès des communes, l'Etat de Fribourg (DAEC, Direction de la santé et des affaires sociales et Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport) a élaboré, en collaboration avec l'Association des Communes Fribourgeoises, un Portefeuille d'actions durables au service des communes fribourgeoises.

Ce document présente une soixantaine d'actions durables très concrètes, destinées à inspirer les responsables communaux. Il défend une vision du développement durable au sens large, touchant à la promotion de la santé, du sport, de l'enfance et de la jeunesse, mais aussi à la protection de l'environnement, au renforcement de la mobilité douce, à une meilleure intégration des seniors et montre des pistes pour une économie socialement responsable.

Une conférence de presse a accompagné la publication du Portefeuille le 6 septembre 2013. Il est maintenant placé [sur internet](#). Des séminaires annuels avec les communes sont prévus, afin de promouvoir ce Portefeuille et de favoriser les échanges d'expérience entre les communes. Le premier séminaire a eu lieu le 21 novembre 2013.

3 Communication et formation

Dans le but de promouvoir le développement durable auprès d'un large public, la responsable développement durable a communiqué sur la stratégie Développement durable et le Portefeuille d'actions durables à de nombreuses reprises. Ainsi, l'Etat de Fribourg a pu présenter ses activités durables à des délégations étrangères (Séminaire de l'Assemblée des Régions d'Europe, délégation chinoise), au niveau suisse (Forum de l'Office fédéral de l'aménagement du territoire ARE) ainsi qu'à des acteurs cantonaux (salon Ecohome, Réseau Poids corporel sain, bureau du Grand Conseil) et en interne. La responsable développement durable a également présenté divers aspects de son activité dans le cadre de formations (Académie d'été d'éthique de la HES-SO//FR, formation continue pour Agents sympas, cours du Sanu sur l'évaluation de la durabilité, séminaire à la HEG-FR).






4 Indicateurs de suivi de la stratégie Développement durable

	Actions et outils	Indicateurs	Evolution visée	Evolution observée en 2013	Qualification de l'évolution observée par rapport à l'évolution visée	
Urbanisation et mobilité	1.1	Plan de mobilité pour l'Etat - phase pilote Nombre de plans de mobilité élaborés durant la phase pilote Nombre d'employé-e-s concerné-e-s par les plans de mobilité Pourcentage d'employé-e-s utilisant d'autres moyens de transports que la voiture Bilan à la fin de la phase pilote	1 à 3 plans Nombre % oui	Etude pour un plan de mobilité à Givisiez en cours. environ 140 (site à Givisiez) - -	- - - -	
	2.1	Achats publics durables Liste des produits durables achetés Nombre d'appels d'offre pour fournitures intégrant le DD/an et en rapport avec le nombre total d'appels d'offre/an Taux de succès des appels d'offre/an (un aspect du produit acheté tient compte du DD)	Liste Nombre Taux	Elaboration de la liste en 2015. Formation aux acheteurs donnée. Démarrage de 4 groupes de travail. Appels d'offre développés et papier effectués. Objectifs atteints pour enveloppes et papier. Statistique pour tous les appels d'offre sera élaborée en 2015.	- ✓ -	
Bâtiments, bureau, achats/marchés publics et énergie	2.2	Inventaire des bâtiments de l'Etat grands consommateurs d'énergie Programme d'assainissement prioritaire des bâtiments de l'Etat Nombre de bâtiments assainis	Oui Oui Nombre	Mandats attribués. Résultats des bureaux fin 2013. Rapport de synthèse pour mi-2014. A définir après de rapport de synthèse Selon le budget à disposition pour 2015	✓ - -	
	2.3	Assainissement bâtiments Et	litres ou kw	Attendre rapport de synthèse	-	
		Amélioration gestion et sensibilisation:				
		2.3.1	Taux d'achat de papier 100 % recyclé/an Taux d'utilisation de papier 100% recyclé/an Taux d'achat de fournitures de bureau recyclées ou recyclables/an Taux d'utilisation de fournitures de bureau recyclées ou recyclables/an	100% 100% 33% 33%	environ 90 % des achats environ 90 % de l'utilisation Démarrage des activités en 2013, suivi et étude de mutualisation avec GRAFOSA en 2014 Démarrage des activités en 2013, suivi et étude de mutualisation avec GRAFOSA en 2014 Prochain état des lieux en 2014 ou 2015	✓ ✓ - -
	2.3.2	Fournitures papier et matériel Déchets et nettoyyages Déchets: échantillonnage de 5 à 10 services sans concierges /an	oui/non 5 - 10 / an		Projet pilote dans 1 bâtiment en cours. Bilan début 2014.	✓ ?
		Nettoyages: taux d'utilisation de produits certifiés écologiquement ou équivalents	% et			✓

	<i>Actions et outils</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Evolution visée</i>	<i>Evolution observée en 2013</i>	<i>Qualification de l'évolution observée par rapport à l'évolution visée</i>	
Bâtiments, bureau, achats/marchés publics et énergie	2.3.3 Energie et informatique	% du parc de PC paramétré en mode "veille" par rapport au nombre de PC pouvant l'être	100%	17% des PC des services de l'administration cantonale en mode "veille" (400 PC).	✓	
		% du parc de PC paramétré en mode "arrêt nuit et week-end" par rapport au nombre de PC pouvant l'être	100%	66% des PC des services de l'administration en mode "arrêt nuit et week-end" (400 PC).	✓	
		Taux d'imprimantes en recto-verso par rapport au nombre d'imprimantes recto	100%	Environ 55% des imprimantes ont les paramètres recto-verso.	✓	
		Estimations annuelles des économies électriques IT	MWh	La virtualisation des serveurs contribuant aux économies se poursuit. Dans ce contexte, seule une estimation théorique est possible, mais qui n'a pas grande signification sur le plan pratique.	-	
Colécton socale, santé, famille et travail	2.4 Participation population à la protec. climat	Nombre de Fribourgeois engagés pour la protection du climat Nombre d'animations/an dans les communes	Nombre Nombre	- -	- -	
	3.1 Evaluation d'impact sur la santé	Processus EIS déterminé Mise en œuvre d'EIS Actions de valorisation	oui 1 étude / an sur 3 ans Nombre	Processus en cours de détermination. 1 EIS a été finalisée en 2013. Publication prévue début 2014. Une réflexion sur la valorisation de cette première EIS a eu lieu en 2013. Projet concret en 2014.	✓ ✓ ✓	
	3.2 Migration et communes sympas	Nombre de communes participant à cette action/an Nombre d'agent-e-s sympas formé-e-s/an Nombre de modules de formation continue/an	12 commune sur 5 ans 15 par an et par commune 10	6 communes 113 agent-e-s	10 modules répartis sur 10 jours	✓ ✓ ✓
		Nombre de projets concrets mis en œuvre dans les communes/an Nombre de rencontres réalisées au sein des communes/an	Nombre Nombre	12 projets (estimation) 30 rencontres (estimation)	12 projets (estimation) 30 rencontres (estimation)	✓ ✓
	3.3 Form. continue de l'Etat et DD	Nombre de jours de formation continue en matière de DD Impression des supports de cours en recto-verso	Nombre oui	-	-	- oui

Actions et outils	Indicateurs	Evolution visée	Evolution observée en 2013	Qualification de l'évolution observée par rapport à l'évolution visée
4.1 Revitalisation des cours d'eau	Publication de la stratégie et du plan d'action cantonal pour la revitalisation des cours d'eau Nombre de publications (plaquettes d'information, articles de journaux, etc.) Nombre de séances avec les communes et les agriculteurs Nombre de projets pilote réalisés	oui 3 / an 10 / an 5 - 10 / an	Rapport provisoire publié 3 articles publiés dans la Liberté 10 séances avec les communes concernées 6 projets pilotes en cours	✓ ✓ ✓ ✓
4.2 Gestion globale des eaux	Relevés de la qualité des eaux Elaboration de études de base et de plans sectoriels	1 à 3 km / an d'ici 5 ans Qualité Nombre	0.9 km (ruisseau du Moulin à Ménières et Petit Valleton à Ruyères-les-Prés) Trop tôt pour juger 5 études de bases terminées dans le domaine de la protection des eaux souterraines (inventaire des ressources) 5 études de base en cours de finalisation dans le domaine de l'épuration 1 étude de base en cours de réalisation pour le traitement par les STEP des micropolluants 1 étude de base en cours de réalisation dans le domaine des eaux superficielles 1 mandat pour la réalisation des cahiers des charges pour l'établissement des plans sectoriels et études de base	R - ✓
	Création de bassins versants	Nombre	1 mandat réalisé pour la proposition de délimitation des bassins versants - création d'un site internet spécifique au domaine de l'eau (www.fr.ch/eau)	✓
	Nombre d'informations via des séances et des bulletins	Nombre	7 bulletins : - Etat de l'environnement 2012 - Fiches de synthèse de la qualité des eaux superficielles des principaux cours d'eau du canton - Règlement type relatif à l'évacuation et à l'épuration des eaux	✓

Gestion des ressources naturelles

	<i>Actions et outils</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Evolution visée</i>	<i>Evolution observée en 2013</i>	<i>Qualification de l'évolution observée par rapport à l'évolution visée</i>
4.2	Gestion globale des eaux (suite)	Nombre d'informations via des séances et des bulletins	Nombre 	<ul style="list-style-type: none"> - Convention type (eaux industrielles) - Aide à l'exécution (évacuation des eaux) - Aide à l'exécution (eaux industrielles) en phase de finalisation 	
4.3	Réseaux écologiques	Nombre d'informations via des séances et des bulletins	Nombre 	<ul style="list-style-type: none"> - Transmission d'un pdf interactif à toutes les communes afin de faciliter l'accès à la documentation établie dans le domaine de la protection des eaux - Bulletin d'information relatif à la délimitation des bassins versants et à la mise en oeuvre de la loi sur les eaux <p>Séances d'information et de formation:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présentations aquapro, CEES, infostep - Divers cours de formation: EIA, aspirants gendarmes, entreprises, etc. - présentation ARPEA - mise en oeuvre LCEaux - présentation VSA - évacuation des eaux pluviales urbaines - présentation aux communes, par district, du projet de délimitation par bassin versant 	
		Publication d'un rapport	oui	Rapport presque finalisé, publication début 2014	

	<i>Actions et outils</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Evolution visées</i>	<i>Evolution observées en 2013</i>	<i>Qualification de l'évolution observée par rapport à l'évolution visées</i>
4.4	Entretien des bordures de route	Inventaire de toutes les bordures de routes cantonales	oui	Les relevés écologiques sont terminés. L'inventaire doit maintenant être adapté en prenant en compte les considérations techniques et économiques et les potentiels écologiques.	✓
		Directives d'entretien des talus	oui	Les directives seront élaborées d'ici début 2014 et soumises pour approbation à la Direction de la DAEC. Elles devraient entrer en vigueur courant 2014.	-
4.5	Bois dans les constructions publiques	Nombre de bâtiments dans lesquels le bois a une fonction constructive importante au début des études	Nombre	1 projet (Police cantonale à Granges-Paccot) en développement	✓
		Directives relatives à l'utilisation du bois Intégration d'un spécialiste bois comme membre du jury dans tous les concours	oui	Les Directives seront adaptées en 2014. Intégration depuis 2012	-
5.1	Promotion DD dans la scolarité obligatoire	Nombre de modules créés et validés sur le Friportal	Nombre	-	-
		Nombre de cercles scolaires (enseignant-e-s - élèves) qui utilisent ces modules	Nombre	-	-
5.2	Parrainage intergénérationnel	Diminution du nombre de jeunes sans place d'apprentissage en fin de scolarité	%	-	-
		Diminution du nombre de jeunes dans les offres transitoires	%	-	-
5.3	Augmentation du nombre de jeunes avec un titre du secondaire II	Augmentation du nombre de jeunes avec un titre du secondaire II	%	-	-
		Augmentation du nombre de places de formation obtenus	%	-	-
5.3	Stage développement durable	Nombre d'inscriptions et de certificats de fin de formation obtenus	Nombre	-	-
		Mise en œuvre des mesures dans les entreprises et les projets sociaux	Nombre	-	-
		Nombre de solutions de continuation (apprentissage ou autre)	Nombre	-	-
		Intérêt grandissant des entreprises ou ONG pour les mesures BNE mises en œuvre	Nombre	-	-

	Actions et outils	Indicateurs	Evolution visées	Evolution observées en 2013	Qualification de l'évolution observée par rapport à l'évolution visées
Formation et recherche	5.4 Formation accueil spécialisé à la ferme	Nombre des participant-e-s qui suivent la formation	Nombre	L'Institut agricole de Grangeonne renonce à offrir cette formation. Trop peu d'intérêt des familles paysannes.	X
	5.5 Formation entreprise sociale	Création d'une formation certifiante	oui	La formation est en préparation et sera proposée dès septembre 2014.	✓
	5.6 Plateforme éducation, formation, recherche	Nombre d'inscrit-e-s	Nombre	Inscription pas encore ouverte, mais environ 13 intéressé-e-s	-
		Nombre de clics sur le site internet	Nombre	-	-
		Présence des formations DD disponibles dans le canton	Nombre	-	-
		Inscriptions aux institutions de formation grâce au site	Nombre	-	-
Développement économique	6.1 Guide PME et DD	Nombre de guides distribués (sur papier et en téléchargement)	Nombre	Début des travaux amorcés	✓
	6.2 Certification DD				
	6.2.1 Chèques certification DD entreprises	Nombre de chèques attribués	10 sur 3 ans	1	↔
		Nombre d'entreprises certifiées	10 sur 3 ans	-	-
		Nombre d'entreprises en voie de certification.	10 sur 3 ans	1	↔
	6.2.2 Labels DD et tourisme	Nombre de chèques attribués	10 sur 3 ans	-	-
		Nombre d'établissements certifiés	10 sur 3 ans	-	-
		Nombre d'établissements en voie de certification	10 sur 3 ans	2	X
	6.2.3 Promotion de l'agriculture bio	Nombre de conseils individuels	20 / an	11 conseils, suivis de 6 décisions de reconversion	X
		Nombre de visites de fermes de référence	20 / an	13	X
Outils	7.1 Evaluation de la durabilité	Nombre d'évaluations avec variante de base	Nombre / an	environ 5 évaluations (pas de statistique précise)	↔
		Nombre d'évaluations avec variante de soutien	Nombre / an	6 évaluations	✓
	7.2 Monitoring DD	Résultats du monitoring bisannuel	Amélioration	La moyenne des indicateurs du développement durable selon le Cercle indicateurs est restée stable entre 2011 et 2013	↔

Explication des symboles (empruntés au système national MONET d'indicateurs de durabilité)

Evolution visée	Evolution observée	Qualification de l'évolution observée par rapport à l'évolution visée
Augmentation	Augmentation	Positif
Diminution	Diminution	Négatif
Stabilisation	Pas de modifications notable	Indifférent